



BAROMÈTRE ÉCONOMIQUE DE PLURICONSEIL

16 septembre 2015

Enquête réalisée par PluriConseil du 7 au 9 septembre 2015 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

ANALYSE

Etat d'urgence économique

Par Eric NG PING CHEUN

On dit que les paroles s'envolent, mais que les écrits restent. Lorsque des écrits sont transmis par voie orale, à l'instar de l'*Economic Mission Statement* du Premier ministre, cela peut créer une énergie positive. Quand des paroles sont transcrites par l'écriture, comme celles prononcées dans une conférence ou un entretien de presse, cela peut générer une énergie négative. Pour un opérateur économique, ce sont tous des signaux, qu'ils soient positifs ou négatifs.

L'engagement de Sir Anerood Jugnauth sur le front économique a certainement mis du baume au cœur des acteurs de l'économie, d'autant qu'il a montré que « *he means business* » en tenant rapidement la première réunion de haute instance entre le gouvernement et le secteur privé. Si l'optimisme est revenu dans le monde des affaires, il demeure toutefois fragile. D'ailleurs, certaines déclarations de presse gouvernementales, jugées déplacées, sont susceptibles de causer du tort à la croissance économique.

Un chef de gouvernement qui menace d'instaurer l'état d'urgence dans le pays, cela ne se prend pas à la légère. On aurait pu éviter de traiter ainsi un incident qui, pour grave qu'il soit, est resté localisé. Car tout investisseur étranger qui prend au sérieux cette menace ne viendra pas établir une entreprise à Maurice. Un investissement, c'est un risque pris sur plusieurs années, et celui-ci est accru par tout élément d'incertitude politique. La visibilité économique est déjà suffisamment assombrie pour qu'on n'y rajoute pas un brouillard politique.

Dans une situation d'état d'urgence, c'est surtout l'industrie qui serait l'activité économique la plus affectée. Comment le secteur manufacturier pourrait-il alors se développer pour augmenter à 25% sa contribution au produit intérieur brut ? Ce serait impossible sans l'apport d'investisseurs étrangers. Et ne voilà-t-il pas que le ministre du Travail trouve moyen de dire qu'il existe trop de travailleurs étrangers dans le pays, des propos que rejoint le Premier ministre.

Notre industrie manufacturière, telle qu'elle est actuellement, arrive à survivre grâce aux travailleurs étrangers. C'est eux qui, par leur productivité, sauvegardent les emplois des Mauriciens. C'est avec plus de main-d'oeuvre étrangère que la manufacture pourra croître. La perception que le pays cherche à se renfermer risque d'effaroucher des investisseurs. Il doit, au contraire, s'ouvrir pour attirer des compétences, seul moyen de diversifier son économie. C'est ainsi qu'on favorise l'emploi.

Ce n'est pas en remplaçant des étrangers par des Mauriciens qu'on parviendra à créer 100 000 emplois en l'espace de cinq ans. Fixer un tel objectif quantitatif,

qui est impossible à atteindre, c'est déjà admettre que l'économie mauricienne est en état d'urgence. Si c'est une façon de faire rêver les gens pour les aider à affronter la crise, alors il vaut mieux remettre les pieds sur terre.

Seuls ceux qui proclament une philosophie du ciel croient dans les miracles. Dans *Ainsi parlait Zarathoustra*, Friedrich Nietzsche conjure ses frères de demeurer « fidèles à la terre » et de ne pas croire « ceux qui vous parlent d'espérances supraterrrestres ». Mais dans « Ainsi parlait Lutchmeenaraidoo », *l'express* rapporte que le ministre des Finances espère toujours un miracle économique même s'il se « fiche des chiffres ».

Un miracle économique, ça se chiffre. Entre 40 000 et 100 000 nouveaux emplois, il existe une grosse différence. Entre 4,0% et 5,5% de croissance, l'écart est sensible. Pour nos analystes économiques et financiers, adeptes de la philosophie de la terre, ils trouvent plus réalistes une création quinquennale de 40 000 emplois et une croissance annuelle de 4,0%.

Le pays s'estimerait encore heureux de réaliser cette performance après ce qu'on a lu dans le fameux entretien de presse du grand argentier. Le gouvernement met une croix sur l'Inde comme principal marché de notre centre offshore parce que ce « paradis fiscal » qu'est l'île Maurice est devenu « une destination de trafiquants » qui « abrite tous les brigands indiens ». De plus, sur le marché africain, « nous volons les pauvres » ! C'est dire que nous vivons un cauchemar mais, rassurons-nous, « le gouvernement vend du rêve ».

Tous les ministres des Finances des vingt-cinq dernières années, de tout bord politique, se sont échinés à chasser cette fausse perception de Maurice comme paradis fiscal. C'est un travail de sape qui tombe à l'eau aujourd'hui, avec des répercussions négatives sur l'image de Maurice. Les pertes d'emplois seront beaucoup plus importantes qu'on pourrait le croire, surtout des jeunes diplômés employés dans le secteur offshore. Les prestataires des services financiers et professionnels sont désormais obligés d'être plus efficaces en baissant les coûts.

On regarde le secteur offshore de manière négative quand, en fait, il est l'exemple concret de la démocratisation de l'économie mauricienne. Alors qu'il faut posséder des terres et du capital financier pour réussir dans les activités traditionnelles (le sucre, le textile, l'hôtellerie), les services offshore permettent à quiconque ayant seulement les compétences et les relations nécessaires de faire de l'argent. Ils ont ouvert le monde de la finance internationale à toutes les classes sociales jusqu'aux villages retirés du pays.

Même les couillons savent que l'histoire n'est pas écrite par des marchands de rêves. Et nul n'est prophète de malheur dans un état d'urgence économique.

(www.pluriconseil.com)

1) Selon vous, l'*Economic Mission Statement* du Premier ministre a provoqué dans la communauté des affaires...

Un fort regain de confiance	7%
Un frémissement d'optimisme	67%
L'indifférence	23%
La déception	3%

Léger sursaut d'optimisme

La déclaration de mission économique faite par le Premier ministre le 22 août dernier a provoqué une petite reprise d'optimisme dans le monde des affaires, selon deux tiers des analystes interrogés. Le déclic ne vient pas du contenu du discours, mais du fait que le PM s'implique désormais dans des comités de haute instance, que le gouvernement renoue le dialogue avec le secteur privé et qu'il accepte que « *damage has been done and that it can only get better* ». Reste que certains veulent « voir pour croire », car « *believing in miracles and dreams is one thing, but we need results and this is not being seen yet* ».

2) Selon vous, la Vision 2030 du gouvernement suscite parmi la population...

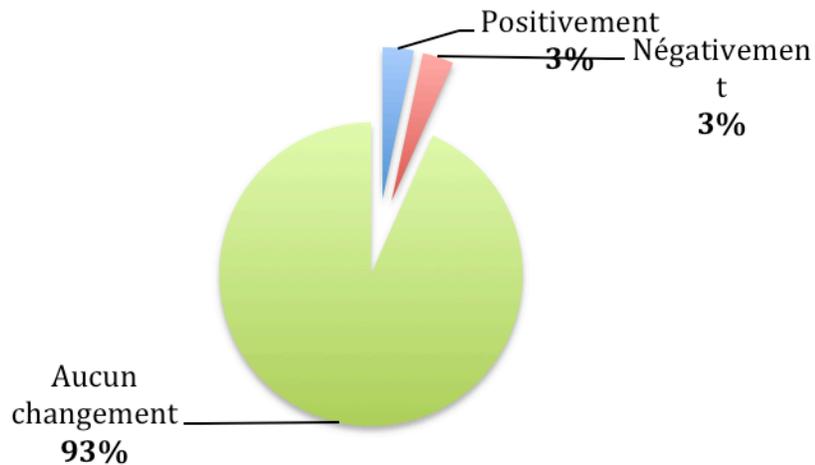
Une FORTE adhésion	7%
Une FAIBLE adhésion	63%
Aucun enthousiasme	30%

La population pas totalement convaincue

La population n'adhère que timidement à la Vision 2030 du gouvernement, observent la majorité des sondés. Selon eux, « *at least it makes people dream* », mais « *the majority of the population is taken up with bread and butter issues* ». Pour les 30% d'analystes qui ne constatent aucun enthousiasme populaire, « il existe un sentiment de déception parmi les Mauriciens ». Ces derniers avaient « *a very high expectation* » quant à un changement significatif par rapport au gouvernement précédent. Ce qui compte pour eux, souligne un économiste, ce sont « *job creation and reasonable food prices* », et non des *Smart Cities* perçues comme bénéficiant seulement aux riches.

3) Pensez-vous que les fonctionnaires réagissent à l'appel du Premier ministre...

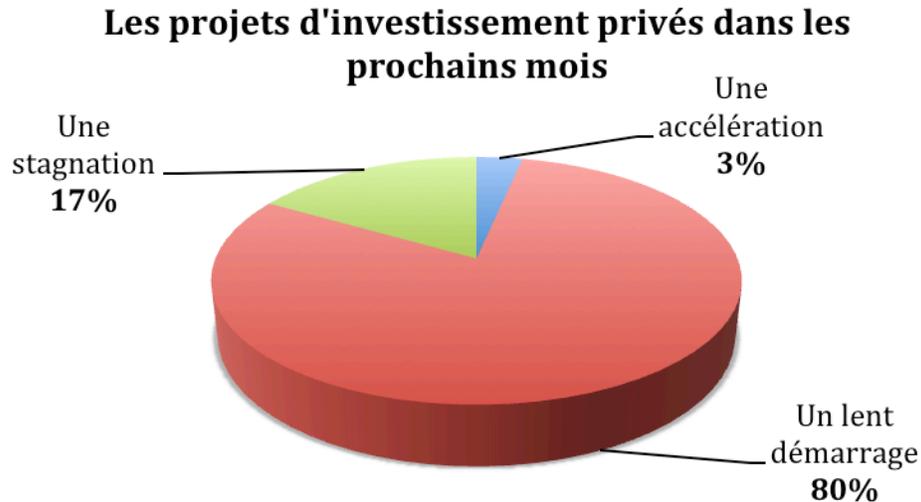
Les fonctionnaires à l'appel du Premier ministre



Statu quo à la fonction publique

Le Premier ministre a fait un appel particulier aux fonctionnaires pour qu'ils agissent comme des facilitateurs vis-à-vis du secteur privé. La quasi-totalité des répondants n'ont vu jusqu'à présent aucun changement positif de la part des employés du service civil, mais ces derniers sont sous pression. A moins de sanctionner ceux coupables de mauvaise performance, « *the culture of civil service cannot be changed overnight* ». Tout est basé sur des règles et des procédures si bien qu'aucune initiative n'est permise. C'est pourquoi les ministres eux-mêmes doivent savoir ce qu'ils font pour que suive l'intendance.

4) Croyez-vous que les projets d'investissement privés vont connaître dans les prochains mois...



Les projets vont démarrer lentement

Comme il reste encore à apporter un changement de mentalité dans le secteur public, quatre analystes sur cinq n'entrevoient qu'un lent démarrage des projets d'investissement privés dans les mois qui viennent. Le gouvernement ne doit pas se concentrer seulement sur les projets de construction et d'immobilier. L'interlocuteur public doit être accessible aux acteurs des autres secteurs. Il ne doit pas être perçu comme étant anti-étranger. L'élimination de procédures administratives inutiles inciterait beaucoup plus d'investisseurs étrangers à choisir Maurice. Au lieu d'imposer des contrôles coûteux sur les opérateurs, les autorités gagneront à traquer les activités illicites.

5) Quel taux annuel de croissance économique anticipez-vous à partir de 2017 jusqu'en 2019 ?

Moins de 4,0%	23%
4,0% à 4,4%	47%
4,5% à 4,9%	27%
5,0% ou plus	3%

La croissance inférieure à 4,5%

Le gouvernement table sur une croissance économique annuelle de 5,5% à partir de 2017. Les spécialistes n'y croient pas. Sept sur dix pensent que le taux de croissance restera inférieur à 4,5%, soit plus d'un point de pourcentage en dessous de ce qui est visé. L'incapacité du pays à réaliser plus de 5,0% de croissance s'explique, entre autres, par le manque de confiance dans l'économie mauricienne et par la difficulté à traduire les promesses du gouvernement en actions concrètes. L'économie bleue, en particulier, prendra du temps à se mettre en place.

6) Combien d'emplois privés seront créés sur cinq ans, de 2015 à 2019 ?

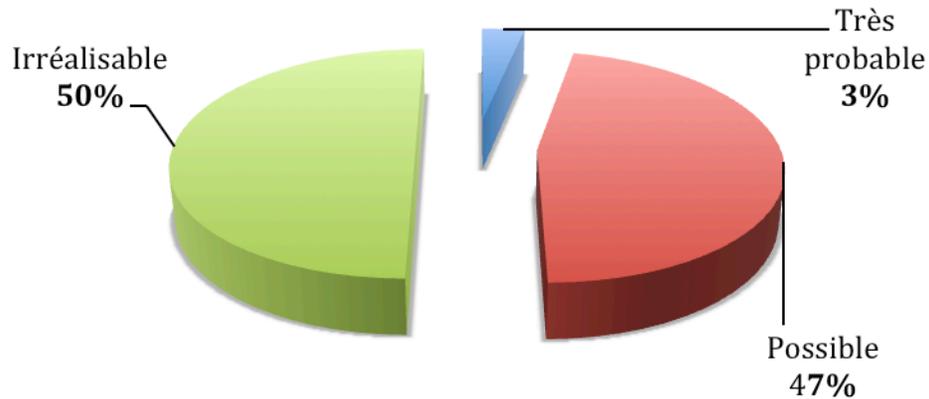
Jusqu'à 40 000	63%
Jusqu'à 50 000	27%
Jusqu'à 60 000	10%
Jusqu'à 100 000	0%

Création insuffisante d'emplois privés

Aucun analyste n'est d'avis que le secteur privé pourra générer 100 000 nouveaux emplois sur cinq ans suivant l'objectif fixé par le gouvernement. La majorité des sondés estiment à 40 000 au maximum le nombre total d'emplois privés susceptibles d'être créés d'ici à 2019. D'une part, des jeunes diplômés travaillant dans le secteur offshore risquent de perdre leur emploi. D'autre part, des postes vacants ne seront pas remplis, faute de trouver les compétences requises. Il faut aussi considérer la qualité des jobs : Maurice restera-t-elle « *a low-end and middle-end job creating economy* » ? Elle doit pouvoir créer des emplois à forte valeur ajoutée.

7) Selon vous, un PIB par habitant de USD 13 500 en 2018 est...

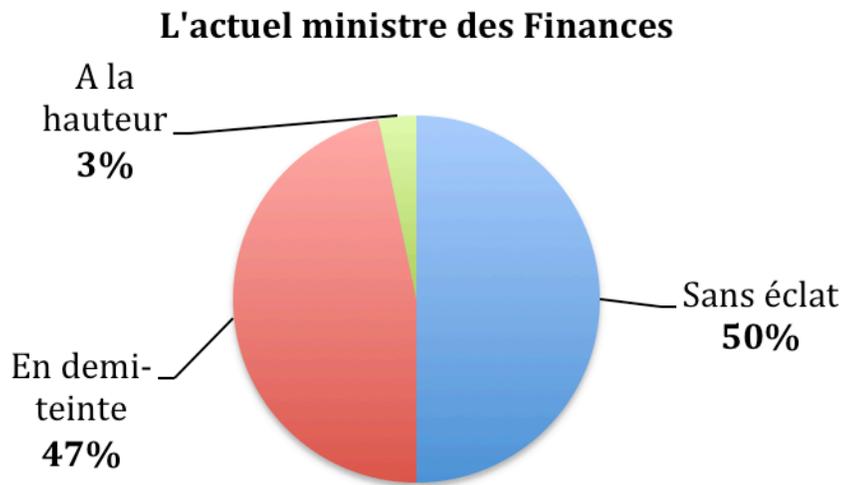
Un PIB par habitant de USD 13 500 en 2018



Avancer à reculons ?

Selon la Banque mondiale, le revenu par habitant de Maurice était de 10 006 dollars en 2014. Le gouvernement ambitionne de l'accroître à 13 500 dollars en 2018. Un répondant sur deux estime que cet objectif est irréalisable. Pour y arriver, il faudra une croissance annualisée de 7,7%, en supposant que le taux de change de la roupie demeure stable. Or la roupie s'est déjà dépréciée de 20% contre le dollar depuis le début de l'année. La stagnation de l'investissement et la modération de la consommation ne permettent pas d'espérer une très forte croissance nominale de l'économie mauricienne dans les trois ans à venir.

8) Estimez-vous que le ministre des Finances a été jusqu'à présent...



Du rêve à la réalité

Les analystes sont quasiment unanimes à dire que l'actuel ministre des Finances n'a pas été à la hauteur jusqu'ici. Un sondé sur deux juge sa performance sans éclat (terne). Au mieux, elle est en demi-teinte (ni bonne ni mauvaise). Sa dernière position, pour dire le moins ambiguë, sur le statut de « paradis fiscal » attribué à l'île Maurice a choqué plus d'un. Le grand argentier semble « *extremely disconnected from reality* » en voulant faire rêver la population sur un autre échiquier que celui de l'économie capitaliste. Celle-ci exige « *leadership, competence, hard work, discipline and cohesion* ».

Enquête réalisée par PluriConseil du 7 au 9 septembre 2015 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

PluriConseil Ltd

Business Registration number: C08052270

Managing Director: Eric Ng Ping Cheun

Address: 38, Aldrin Street, Pointe aux Sables, 11128, Mauritius

Telephone: +230 2136719

Fax: +230 2342761

E-mail: pluriconseil@orange.mu

Website: www.pluriconseil.com

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.